

CET Sartrouville (78) Les collégiens luttent et gagnent !

A Sartrouville l'an dernier, les collégiens avaient obtenu satisfaction sur un certain nombre de revendications, après plusieurs luttes. Or, depuis la rentrée, l'administration s'est mise dans la tête de ne plus reconnaître ces droits gagnés par tous : affiches arrachées, multiplication des colles et des brimades (on fait mettre les élèves en rang comme à la caserne), fermeture des portes du CET pour empêcher les élèves d'aller et venir...

Elle ne respecte pas les engagements pris : les machines sont toujours aussi vieilles et peu nombreuses, il n'y a pas de chauffage dans les ateliers, et comble du comble, la directrice ne fait rien pour trouver un prof d'électromécanique qui manque au CET !

Le 17 décembre, c'est l'assemblée générale. Les électros vont en délégation exiger la nomination de profs.

Première victoire : le prof de sténodactylo qui manquait aussi à l'AG.

Après l'AG, qui décide d'appeler à la grève au cas où le prof n'arriverait pas, voilà que la directrice se réveille : elle fait mimer passer un communiqué à la radio, demandant d'urgence un prof d'électro. Tout ça pour ne pas se retrouver avec une grève sur les bras !

... Mais la volonté de lutte est grande : jeudi 6 janvier, c'est le départ en manif en ville à plus de 300. On passe d'abord à la mairie (le maire, PC, avait affirmé l'an dernier qu'il soutenait les revendications des collégiens). Puis la manif se dirige vers le lycée. Là, les lycéens descendent en Assemblée générale, et décident de soutenir l'action de leurs camarades.

Le groupe femme du lycée décide de tenir une commission sur le problème des filles et prépare un tract sur « les filles et le chômage » pour le lycée et le CET. Enfin, le comité d'élèves a envoyé une lettre aux parents, avec le soutien technique de l'UL-CFDT.

On comprend que dans cette atmosphère, la directrice du CET ait commencé à paniquer !

A la fin de la semaine, les revendications commencent à aboutir :

- le prof d'électromécanique arrive !
- la liberté de réunion est de nouveau arrachée ;
- la liberté d'affichage aussi (mais, pour la directrice, elle a toujours existé : on se demande pourquoi les affiches étaient arrachées par l'administration !)
- la liberté de sortie entre midi et 14 h aussi ! La directrice, sous la pression de la lutte, s'est décidée à sortir de ses tiroirs la circulaire ministérielle, qui autorise les élèves à sortir, avec l'autorisation écrite des parents (circulaire appliquée dans les lycées mais rarement dans les CET). Ce qui est grotesque, c'est que pour aller à la cantine, les élèves sont de toute façon obligés de traverser la rue (un élève s'est d'ailleurs fait écraser au début de l'année) ! reste à obtenir le droit de sortie aux heures de perm !

- la question du chauffage reste toujours en suspens...
- grande victoire aussi sur la sécurité : il faut savoir que le CET est un bâtiment type « CES Pailleron » (préfabriqué brûlant comme de l'amadou). Les élèves exigeaient des parois coupe-feux dans les salles. A la deuxième réunion de la « commission sécurité », mise en place par le conseil d'administration, ils ont tapé sur la table ... et gagné !

Mais pendant les travaux, il faudra aller dans ... des préfabriqués. Il faudra donc rester vigilants.

Aujourd'hui, après ces victoires importantes, il s'agit de maintenir une activité revendicative intéressant l'ensemble des élèves : ce sera la tâche essentielle du comité d'élèves permanent qui a pris l'initiative de lancer la lutte. Il faudra recueillir les revendications classe par classe, les faire défendre par les représentants du comité au CA. Il faudra organiser des réunions d'information avec les parents, les profs. Déjà, le CET a tenu une réunion sur la question des revendications.

CURIAL = FAR - WEST ?

Hier à quelques minutes de la rentrée de 6 heures, les flics ont fait des descentes dans les cafés autour du CET.

Ils relevaient les identités de tous les jeunes qui s'y trouvaient.

Les sheriffs ont voulu faire de l'effet : comme s'ils recherchaient un traître, ils bouchaient les portes et faisaient "leur petit rituel".

Ils ont même relevé les noms des plus de 16 ans (il faut croire qu'ils avaient des difficultés à calculer si on a déjà 16 ans quand on est né en septembre 1960, par exemple. Ils penseraient qu'ils commencent à vieillir...).

Une chose pourtant le droit, avant de nous enfermer pour une journée dans le CET, de nous défendre et de boire un café entre copains. Mais ce droit-là, les flics veulent le remettre en cause.

Nous voulons pouvoir disposer d'un endroit où nous passions nos vacances. C'est l'administration nous le refuse. Il est pourtant indispensable d'avoir un foyer agréable où l'on pourrait faire ce que l'on voudrait, sans le contrôle des flics, de l'administration ou de qui que ce soit.

Le 14/12/1986

LES DE TECHNIQUE ROUGE

CET Curial Paris 19e mobilisation unitaire

Le jour d'une intervention des flics dans les cafés autour du CET, deux militants de Ceux du technique et de Technique rouge se sont réunis pour préparer un tract. Ce tract fut distribué le lendemain même devant le CET de Curial.

Cette action unitaire est très importante et ne doit pas rester un exemple isolé : il est possible de lutter ensemble.

Estienne Paris 13 : Ça s'est passé un dimanche...

Aussitôt après avoir appris l'évacuation des grévistes du Parisien Libéré, des copains du comité de lutte ont décidé de convoquer une AG.

300 élèves (il y en a 400 en tout dans l'école) sont venus à l'AG et ont voté la grève à l'unanimité et la participation à la manif.

Les profs, après avoir envisagé un arrêt de travail à 3 h pour aller à la manif, nous rejoignent immédiatement dans la grève. Des travailleurs du Parisien libéré — en stage à l'école — viennent à l'assemblée générale expliquer leur lutte, malgré l'interdiction du directeur.

A la manif, nous étions 60, avec une quinzaine de

Les travailleurs, en lutte,

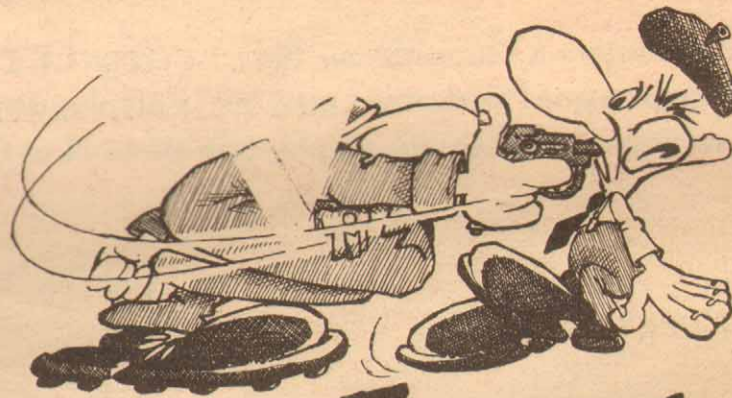
Le Parisien

TRACT EDITÉ PAR LES OUVRIERS EN GREVE DU PARISIEN LIBÉRÉ

C. G. T.

Nous avons appris que le CET d'imprimerie de Colombes était aussi en grève et à la manif. On aurait aimé être avec eux. Espérons que ça sera pour la prochaine fois.

Non à la bouffe dégueulasse !



alors ! ce rot de satisfaction... ça vient ?

Lutter contre la bouffe dégueulasse est une lutte importante, qui va plus loin que pour augmenter la portion de spaghettis, c'est lutter pour sa dignité, ne pas être considéré comme des cons qui n'ont que le droit de se taire, c'est lutter contre l'austérité inspirée par Giscard-Barre. Ce sont eux qui ont limité le budget de l'éducation et celui des CET et qui imposent aux intendants de rogner sur tout.

Tous les élèves sont décidés à se battre contre les desserts composés d'un seul biscuit et la portion de viande pour nouveau-né.

Souvent après une pétition massivement signée, la cuisine est un peu améliorée. Ça peut durer une semaine ou un peu plus... Chaque fois qu'un repas est trop léger ou mauvais, il faut gueuler, par une nouvelle pétition, etc.

Il faut se battre pour un contrôle des délégués d'élèves, des syndicats de profs et des associations de parents, sur la bouffe et sur les livres

de compte de l'intendant, avec une consultation régulière des élèves. Mais ce n'est pas à nous de gérer le manque de fric. Nous nous battons pour l'amélioration des repas et l'augmentation des crédits.

Parmi les exemples de lutte sur ce problème, il y a Grenoble où l'année dernière, avait été créée une commission de contrôle sur la bouffe, et le CET Curial à Paris 19e, où pendant la grève de l'année dernière, les élèves avaient fait un cahier de revendications. Il y en avait sur la cantine qui était vraiment infecte. Par exemple, le pain était rationné : un seul morceau par repas.

Depuis, l'an dernier, la qualité s'est un peu améliorée et le pain n'est plus rationné. Mais déjà la direction commence à rogner sur la qualité et la quantité. C'est une lutte permanente des collégiens pour contrôler la bouffe qui est nécessaire.

Je demande à prendre contact avec Technique rouge

NOM.....

Adresse.....

CET.....

Renvoyer ce bulletin à :
Technique rouge 10, impasse Guéméné
75 004 Paris